



Le 16 avril à Kararim, dans un centre de détention pour migrants situé à 40 km à l'est de Misrata, en Libye.
SAMUEL GRATACAP
POUR « LE MONDE »

La Libye, bombe migratoire au sud de l'Europe

REPORTAGE

FRÉDÉRIC BOBIN
MISRATA (LIBYE) - envoyé spécial

Plutôt mourir que retourner au pays. » Mohammed Abdi est très sérieux. Le jeune Somalien a côtoyé la mort, alors il connaît la charge d'ombre des mots. Visage fin encadré d'une capuche orange, menton piqué d'une touffe de poils, il est assis sur une chaise sous le soleil encore clément de Misrata et se souvient de la peur qui l'a noué quand le Zodiac a commencé à dériver, moteur cassé, au large des côtes de la Libye. C'était dimanche 12 avril, mer sans nuées et la Sicile si proche, l'avenir au bout de l'index. Le rafiôt au caoutchouc bombé ne suivait pourtant plus que d'incertains courants.

Cent dix migrants étaient entassés sur ce canot sans fond conçu pour en contenir à peine le quart. Tous des Somaliens qui avaient payé 600 dollars (556 euros) pour la traversée. « Nous, les Somaliens, on préfère rester entre nous pour éviter les bagarres avec les migrants d'autres pays », lâche Mohammed Abdi. Ce dimanche-là, il n'a pas fallu longtemps au jeune Somalien pour comprendre qu'avec le moteur cassé, son rêve de Norvège s'était brisé. La vedette des garde-côtes libyens a surgi et il en a été soulagé. Ce n'était qu'une première fois. Le voilà maintenant dans une école à la façade vert pomme aménagée en centre de détention pour migrants à la sortie de Misrata, au cœur de cette Libye déchiquetée où s'affrontent les milices.



La faillite de l'Etat libyen, déchiré par les rivalités entre milices, fait le jeu des passeurs de migrants d'origine subsaharienne

Qu'importe l'adversité, Mohammed Abdi sait qu'il tentera à nouveau sa chance : « Pour moi, retourner en Somalie, avec son insécurité et sa pauvreté, n'est pas envisageable. Je réessaierai de partir en Europe. Plutôt mourir que de renoncer... » Alors, oui, si on le renvoie chez lui, il est prêt à recommencer son périple de trois mois, « caché d'endroits en endroits », « embarqué dans des grosses voitures » sans même apercevoir des « passeurs qui changent à chaque étape ». Irrésistible courant ? Sur la seule journée du dimanche 12 avril, les garde-côtes de Misrata ont intercepté 250 candidats à l'émigration vers l'Europe, Africains subsahariens dans leur écrasante majorité.

CHIFFRES RECORDS

Avec le retour du beau temps en Méditerranée, les départs s'intensifient et les drames en mer se multiplient. Le chaos qui règne le long de la côte de la Tripolitaine, où se concentre l'essentiel des départs de puis l'Afrique du Nord, expose de manière crue le défi migratoire que pose désormais à l'Europe une Libye à l'Etat failli. Après des chiffres records en 2014 – autour de 170 000 arrivées en Italie –, la courbe s'envole depuis le début de l'année. « Avec le beau temps, on dénombre en ce moment entre 300 et 700 migrants qui quittent la Libye par jour », estime un officier de renseignement de la coalition de milices qui contrôle Misrata.

Les lieux de la Tripolitaine d'où les esquifs précaires prennent la mer sont connus : Zouara, Sabratha, Zaouïa, Garabulli, Al-Khoms, Zliten, points d'aboutissements des routes méridionales traversant le Sahara. Et pour les contrôler, l'administration fantôme d'un pays en guerre ne dresse plus qu'une fiction de barrière. Le lieutenant-colonel Taoufik Alskir soupire. Il arpente les quais du port de Misrata mouillés d'une mer d'huile.

« POUR MOI, RETOURNER EN SOMALIE N'EST PAS ENVISAGEABLE. JE RÉESSAIERAI DE PARTIR EN EUROPE. PLUTÔT MOURIR QUE DE RENONCER... »

MOHAMMED ABDI
migrant somalien
réfugié à Misrata

Sur le béton ébréché s'étale le Zodiac dégonflé saisi dimanche. On peine à imaginer qu'une centaine de personnes ont pu y prendre place. Trois d'entre elles sont tombées à l'eau et se sont noyées au moment où la vedette du lieutenant-colonel Alskir a arraisonné le canot en proie à l'agitation.

Le chef adjoint des garde-côtes soupire dans sa barbe poivre et sel car il ne sait plus comment faire. « Je n'ai aucun soutien du gouvernement, se lamente-t-il. Sans aide, je ne peux rien faire pour lutter contre l'émigration illégale. » Son arsenal se résume à deux vedettes – l'une à Misrata, l'autre à Al-Khoms – pour les 600 km de côtes qui relèvent de sa compétence territoriale.

Et la maintenance des bâtiments est devenue, à l'en croire, un véritable cauchemar depuis l'éclatement de la guerre en 2014 et la division du pays en deux gouvernements rivaux, l'un basé à Tripoli (ouest) et l'autre à Bayda (est). Un contrat avait ainsi été signé avec l'Italie pour la réfection de quatre vedettes, mais Rome n'a toujours pas restitué les bâtiments en raison de la confusion politique ambiante.

Pour souligner son impuissance, le lieutenant-colonel Alskir lâche cette abrupte confidence : « Vous voyez, si je prends la mer maintenant, je suis sûr de croiser un ou deux bateaux de migrants. » Mais il ne prend pas si souvent la mer avec ces deux pauvres vedettes pour 600 km. Le chiffre de dix à quinze embarcations de migrants quittant la Tripolitaine par semaine ne lui semble « pas impossible ».

La Libye, bombe migratoire pour l'Europe ? A Tripoli, siège du gouvernement de l'Ouest libyen auquel est affilié Misrata, les officiels

appellent à l'aide. « L'Europe doit prendre part du fardeau, la Libye ne peut pas en supporter le poids toute seule », a imploré le 14 avril lors d'une conférence de presse solennelle à Tripoli Mohammed Abou Al-Khair, le ministre du travail. Depuis que les ambassades ont quitté la capitale en 2014 pour se relocaliser en Tunisie voisine, en attendant que se règle la crise de légitimité entre les deux pouvoirs rivaux, toute la coopération internationale sur la question migratoire en Libye s'est grippée.

AGRESSIVITÉ INÉDITE

Le réseau diplomatique qui permettait le rapatriement vers leurs pays d'origine des migrants interceptés ne fonctionne plus qu'au ralenti. Les demandes de prise en charge doivent désormais être adressées par Tripoli aux ambassades africaines rapatriées à Tunis, allongeant d'autant les délais. « L'ambassade du Sénégal coopère, témoigne Salah Aboudabous, le directeur du centre de détention de Misrata. Mais les ambassades de Somalie et d'Erythrée sont les plus difficiles d'accès. »

En attendant, les centres de détention en Libye se remplissent dans des conditions d'extrême précarité. Dans l'ouest du pays – principal foyer de départs – environ 20 000 migrants ont été arrêtés depuis le début de l'année. A Misrata, la détresse des détenus est palpable. Hommes et femmes sont entassés, sans séparation stricte, dans des salles exigües au sol dur jonché de quelques couvertures, linge séchant aux fenêtres. L'eau est coupée à partir de 17 heures. « Nous sommes enfermés là et nous ne savons pas pour combien de temps, grince le jeune Somalien Mohammed Abdi. Il y a déjà trois cas psychiatriques, des personnes qui se parlent à elles-mêmes. J'ai peur de devenir fou ici. J'ai peur de faire une bêtise et qu'on me tire dessus. »

Cette impuissance d'un Etat libyen fracturé a une autre conséquence : elle ouvre de nouveaux espaces aux réseaux criminels prospérant sur le trafic des êtres humains. De l'avis de nombreux observateurs, ces derniers font preuve d'une agressivité inédite. A l'image des milices qui font la loi alentour, ils s'arment pour s'ouvrir des accès à l'écart des principaux axes routiers devenus trop aléatoires. « L'équipement en armes des contrebandiers est un phénomène nouveau depuis un an », note le directeur du centre de détention de Misrata.

Dans ce contexte, la crainte de voir des groupes djihadistes faire la jonction avec les réseaux de passeurs n'est plus une simple hypothèse. Elle alarme de plus en plus les Européens. A Misrata, un officier de renseignement n'écarte pas cette perspective, même s'il n'est pas en mesure d'en fournir des indications tangibles. « Il y a une stratégie des djihadistes d'utiliser les migrants pour déstabiliser l'Europe, croit-il savoir. Ils travaillent sur le long terme. » ■

Obama et Renzi plaident pour la stabilité

La crise de l'immigration clandestine en Méditerranée ne pourra être résolue sans stabilisation de la situation en Libye, ont déclaré, vendredi 17 avril, Matteo Renzi et Barack Obama. « La seule solution aujourd'hui est la paix [en Libye] et la stabilité des institutions », a expliqué le président du conseil italien depuis la Maison Blanche. De son côté, Barack Obama a souligné que la seule réponse crédible sur le long terme était d'avoir un gouvernement « qui contrôle ses frontières et travaille avec nous ». « Nous ne pouvons pas résoudre le problème avec quelques opérations militaires », a-t-il ajouté. Le président américain recevra, mi-mai, les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) pour évoquer le dossier libyen.

En Finlande, scènes de racisme ordinaire

Le parti des Vrais Finlandais attise le rejet des migrants à Lieksa

REPORTAGE

LIEKSA (FINLANDE) - envoyé spécial

Ishaq Gulled fait la visite comme s'il habitait là depuis toujours. A gauche de la rue principale, la compagnie de taxi qui a osé embaucher le premier chauffeur de taxi noir de l'histoire de la ville, à droite, le supermarché, centre névralgique de cette petite commune finlandaise perdue de l'est du pays. Le premier hôpital est à plus de 100 kilomètres d'une route cahoteuse, Helsinki a plus de 500 kilomètres, la frontière russe à moins de 60. Bienvenue à Lieksa, 12 000 habitants, devenue célèbre dans toute la Finlande pour ses migrants somaliens et leur sort peu enviable.

Depuis qu'Ishaq Gulled, 26 ans, et 300 autres Somaliens sont venus s'installer à Lieksa - entre 2009 et 2012 -, les actes racistes se multiplient. Voitures endommagées ou incendiées, insultes : la police a identifié au moins 15 actes racistes en 2014. « Il y a même des gens qui nous jettent des pierres. Dans le bus, certains changent de place quand on s'assoit à côté d'eux », assure Mohamed Hersi, le représentant de la communauté somalienne.

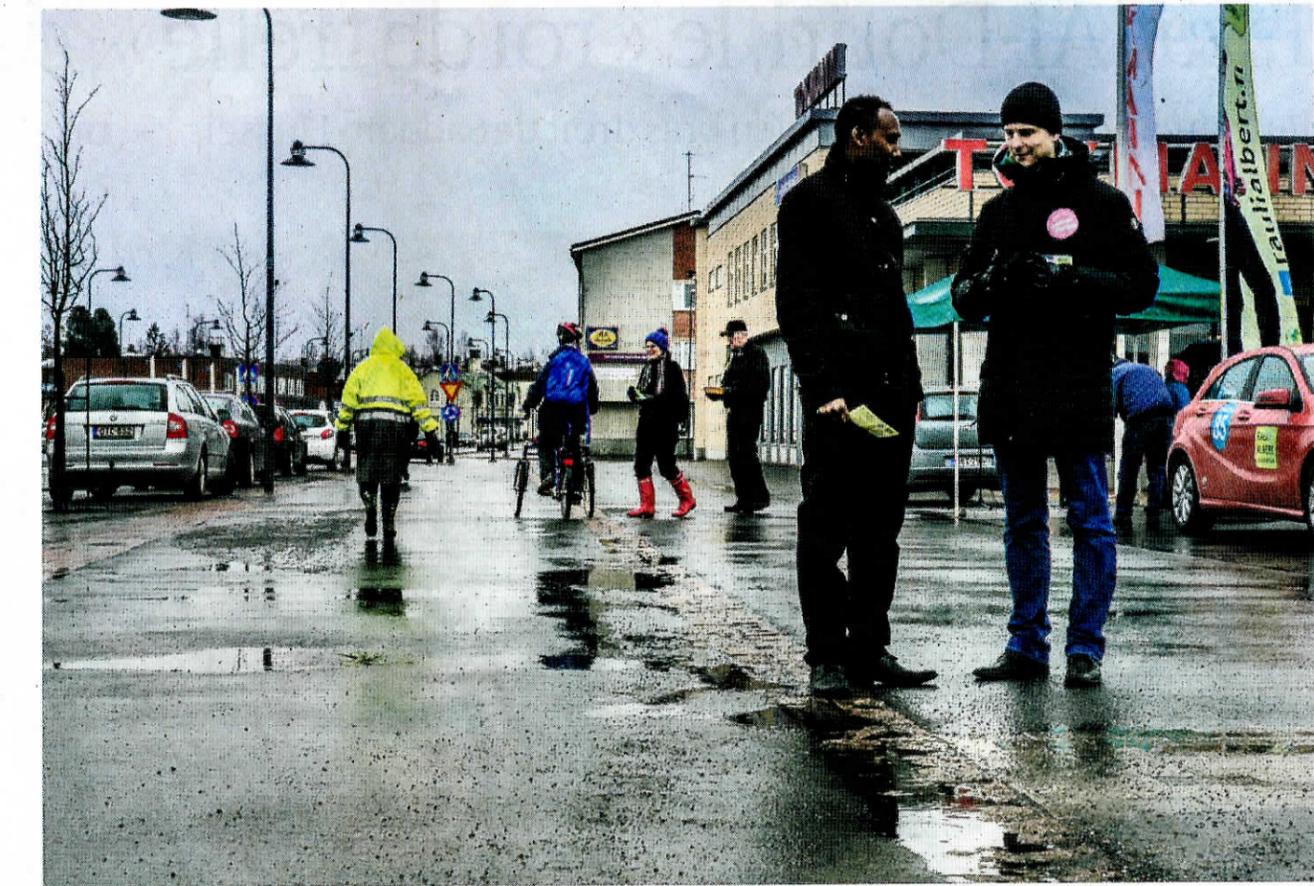
Le premier chauffeur de taxi somalien a même été violemment agressé en novembre, quelques semaines après avoir été embauché. Désormais terrorisé, Abdi, 23 ans, assure vouloir finir sa formation d'électrotechnicien au plus vite.

« Je ne veux pas rester ici, c'est trop dangereux », explique-t-il, angoissé et à voix basse, dans un café du centre-ville. Son agresseur, condamné en février à quatre mois de prison avec sursis pour agression raciste, est toujours à Lieksa.

« Il y en a trop et ils sont arrivés trop vite. Ils ne peuvent pas avoir de travail ici, il n'y en a déjà pas assez pour nous ! », proclame Ulla, 57 ans, éducatrice pour handicapés, pour expliquer un tel rejet. Avec la crise du papier et de l'agriculture, 19 % de chômage, Lieksa est une ville en déclin démographique depuis plus de trente ans. Dans le hall derrière elle, une dizaine de retraités tuent le temps. La plupart n'avaient jamais vu de Noirs avant 2009. « En plus, les Somaliens ne parlent pas finnois et il y a trop de différences culturelles. Regardez leurs femmes qui restent à la maison à faire beaucoup d'enfants », s'empare Ulla.

Les Somaliens disent être arrivés à Lieksa car, une fois leur situation régularisée, les autorités finlandaises leur ont recommandé cette commune où il y a tant de logements vides, mais si peu d'emplois. Le système social finlandais prend en charge quasiment toutes les dépenses quotidiennes des migrants. En échange, ils doivent s'engager à suivre des cours de langue et une formation qualifiante.

Si les services sociaux ont été au début débordés par l'arrivée surprise des migrants, l'Etat finlandais donne chaque année environ



Ishaq Gulled, un des rares Somaliens ayant trouvé du travail à Lieksa, avec un candidat du centre aux législatives. J. ARTIKA POUR « LE MONDE »

deux millions d'euros à la ville pour soutenir leur intégration. Un montant loin d'être négligeable pour une commune aux finances serrées, vante le maire social-démocrate de la ville, Ari Marjeta. Le grand centre de formation protestant installé dans la commune, qu'il dirigeait auparavant, aurait probablement également déjà fermé sans ces cours de langue. « L'arrivée des migrants a permis de créer au moins 50 emplois », se félicite Ari Marjeta, qui assure toujours soutenir cette immigration, malgré le rejet exprimé jusqu'au sein de son parti.

Cette ambiance délétère est entretenue par de mystérieux « corbeaux » qui répertorient sur Internet les noms des travailleurs sociaux ou publient des photos prises dans la rue de Somaliens avec leurs voitures. « Certains ont même récupéré des reçus de retrait de carte bleue de migrants dans les poubelles près des distributeurs automatiques pour les mettre en li-

gne », raconte Tero Oinonen, le chef des services sociaux, qui dit travailler dans une « atmosphère particulièrement stressante. Quelqu'un de l'intérieur de nos services leur donne des informations personnelles sur les migrants, mais nous n'avons jamais pu le prouver formellement ».

Intégration précaire

Le racisme est alimenté par le leader local du parti populiste des Vrais Finlandais, Esko Saastamoinen, qui a obtenu 8 des 35 sièges du conseil municipal en 2012. M. Saastamoinen, qui ne souhaite plus parler à la presse, a notamment fait l'objet d'une procédure judiciaire classée sans suite pour avoir refusé d'utiliser la même salle que des associations de Somaliens. Le leader national des Vrais Finlandais, Timo Soini, qui a policé son discours, refuse pour autant de condamner les dérapages de M. Saastamoinen, qui se présente aux législatives : « Je ne

commente pas les cas individuels. Je suis un chef de parti, il est un conseiller municipal d'une commune isolée en Finlande. »

Si la police et les services sociaux assurent que la situation s'améliore, l'intégration des Somaliens semble encore très précaire. « Pour travailler, il faut obtenir des diplômes qui nécessitent au moins trois ans d'études et parler très bien finnois, même pour être électricien », explique Ishaq Gulled, un des rares Somaliens à avoir trouvé un travail - il assiste des chercheurs qui mènent une étude sur l'intégration des Somaliens à Lieksa. « Personne n'a voulu embaucher les chauffeurs de bus qui ont obtenu leur diplôme cet automne, ils sont presque tous partis à Helsinki pour trouver du travail », dénonce-t-il. Près d'une centaine de Somaliens auraient déjà quitté la ville, accusés tout à la fois de ne pas travailler et de vouloir voler le travail des Finlandais. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

LE CONTEXTE

VRAIS FINLANDAIS

Créé en 1995, le parti populiste des Vrais Finlandais est au coude-à-coude dans les sondages avec le parti conservateur du premier ministre, Alexander Stubb, derrière le Parti du centre, grand favori des élections législatives du dimanche 19 avril.

DISCOURS POLICÉ

Ce parti, dirigé par le tribun Timo Soini, a tenté de policer son discours et assure être prêt à rentrer dans un prochain gouvernement de coalition pour la première fois de son histoire. En 2011, le parti avait réalisé une percée surprise en axant son programme sur son opposition à l'immigration et au soutien à la Grèce.

L'HISTOIRE DU JOUR

Les islamistes font reculer Alger sur la vente d'alcool

In vino veritas ! en latin. Traduction en algérien : le poids des islamistes se mesure dans la bouteille de vin. La bouteille, un peu déabusée, a été entendue ces derniers jours en Algérie après la décision, mardi 14 avril, du premier ministre Abdelmalek Sellal de « geler » une mesure de libéralisation de l'activité du commerce de gros de boissons alcoolisées. Un désaveu clair pour le ministre du commerce, Amara Benyounés, à l'origine de cette mesure, et durement attaqué, depuis, par les religieux officiels et les islamistes.

Des manifestations avaient été prévues le vendredi 17 avril à l'issue de la prière hebdomadaire pour dénoncer la mesure. Les télévisions privées avaient fait monter la pression en invitant tous ceux qui étaient hostiles à la libéralisation de la vente du vin, « mère de tous les vices », à y participer. Depuis plusieurs semaines, le projet faisait l'objet d'attaques en règle de la part des religieux traditionnels mais aussi des islamistes salafistes.

Sur Ennahar TV, une chaîne pro-Bouteflika, un prêcheur connu, Chemeseddine, a accusé M. Benyounés de livrer une « guerre contre Allah », d'œuvrer à mettre l'Algérie entre les mains du « lobby sioniste (...). Après le vin, l'OMC va exiger de libéraliser la prostitution ». Des accusations fallacieuses, mais à l'impact réel. Amara Benyounés s'est retrouvé bien isolé.

« APRÈS LE VIN, L'OMC VA EXIGER DE LIBÉRALISER LA VENTE DU PORC »

CHEMESSEDDINE prêcheur

Seule l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB) l'a défendu en relevant qu'il n'avait fait qu'abroger une disposition prise de manière « illégale » par son prédécesseur. En 2006, le ministre du commerce de l'époque, l'islamiste Hachemi Djaaboub, avait institué une autorisation préalable pour l'activité du commerce de gros des boissons alcoolisées. La disposition donnait toute latitude aux walis (préfets). Une prohibition de fait, aucun wali ne prenant le risque de faire usage de cette « latitude ». Pour beaucoup d'analystes, le recul du gouvernement est une victoire des islamistes et des conservateurs. ■

AMIR AKEF (ALGER, CORRESPONDANCE)

Matteo Renzi se heurte aux résistances de la base régionale de son parti

Le président du conseil italien a du mal à imposer un renouvellement des figures locales du PD

ROME - correspondant

Pour le premier ministre Matteo Renzi, l'Italie est comme la Gaule des albums d'Astérix : tout est pacifique sauf... Le retour de la croissance se précise, la formation qu'il dirige, le Parti démocrate (PD, centre gauche), est donnée gagnante des élections régionales et municipales partielles qui auront lieu le 31 mai. Il est en passe de faire voter la très attendue réforme du mode de scrutin. Il rentre de Washington, où il a parlé presque d'égal à égal avec Barack Obama, son idole. Mais, çà et là, de petits villages résistent.

Prenons Ercolano, par exemple, où le président du conseil était attendu samedi 18 avril pour une visite sur le site archéologique. Cette petite ville de la banlieue de Naples est le théâtre d'une révolte. Alors que le maire et son adjoint viennent d'être mis en examen pour « corruption », les militants occupent le siège du PD pour protester contre la désignation, imposée par les instances nationales du parti, de celui qui portera leurs couleurs aux municipales.

Le cas n'est pas isolé. Un peu partout, la base locale se rebelle et profite des élections primaires

pour voter contre les indications du pouvoir central. A Giugliano, près de Naples également, les inscrits ont choisi pour candidat à la mairie un homme renvoyé en jugement pour « association à la délinquance ». Idem à Enna (Sicile). Le vainqueur plastronne : « J'aurais même gagné au tirage au sort. » A Syracuse, ils ont carrément porté à la candidature un politicien qui quelques jours auparavant avait été reçu par Silvio Berlusconi. Chaque fois, le résultat de la consultation interne a été annulé.

« Les sections locales sont de moins en moins contrôlées par le sommet, explique le politologue Pierro Ignazi. En échange de cette autonomie, elles laissent les mains libres au gouvernement, qui peut ainsi proposer ses réformes sans réelle opposition interne. Mais ainsi le fossé entre le centre et la périphérie s'accroît de plus en plus. »

Brèche

Tout a commencé début février avec la victoire de Vincenzo De Luca, lors des primaires pour la présidence de la région Campanie. Malgré les réticences de M. Renzi, celui-ci, très populaire, a maintenu sa candidature, bien qu'il ait été condamné en pré-

« Le fossé entre le centre et la périphérie s'accroît de plus en plus »

PIERRO IGNAZI politologue

mière instance pour « abus de pouvoir ». S'il était élu, la loi le contraindrait à démissionner immédiatement. « De Luca a ouvert une brèche, explique Venanzio Carpentieri, responsable local du PD. Sa désignation aurait dû être invalidée pour ne pas prêter le flanc aux critiques. »

Les choses ne se passent pas beaucoup mieux au Nord. Raffaella Paita, candidate de la gauche pour la région Ligurie, vient d'être mise en examen pour avoir tardé à donner l'alerte lors des inondations de l'automne 2014, alors qu'elle était conseillère régionale en charge de la protection civile. M. Renzi lui maintient sa confiance, mais la minorité du PD votera pour un candidat dissident.

Parallèlement, le PD apparaît de façon désormais régulière dans les scandales politico-financiers

qui rythment la vie institutionnelle de la Péninsule. Alors que la section romaine du parti est mise sous tutelle de la direction nationale, que la maire de Venise a dû démissionner à la suite de son implication dans le scandale de la construction de la digue géante, c'est au tour de la commune d'Osatie d'être « dissoute » pour collusion avec la Mafia. A Ischia, dans le golfe de Naples, la maire est en prison pour avoir été corrompue par une société coopérative proche de la gauche, désireuse de s'accorder ses bonnes grâces...

Jusqu'à présent, M. Renzi s'est peu exprimé sur ces scandales, envoyant ses collaborateurs pour colmater les brèches et ramener un peu d'ordre dans son parti. Interrogé dans l'hebdomadaire L'Espresso, Antonio Bassolino, ex-maire de Naples et ancien président de Campanie, avance une explication : « Il y a une contradiction profonde entre le PD à Rome et le territoire, entre Renzi et la classe dirigeante locale. Mais comment, comme premier ministre, peut-il se colleter avec les questions locales ? » Peut-être en commençant par faire un saut à la section du parti à Ercolano ? L'adresse est sur Internet. ■

PHILIPPE RIDET